

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/17/Add.1

19 septembre 1996

(96-3690)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

Proposition pour la Réunion ministérielle de Singapour

Addendum

La communication ci-après est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services à la demande de la délégation de l'Australie en complément à la précédente communication reproduite sous la cote S/C/W/17.

Programme de travail concernant les services

L'objet du présent document est de donner des renseignements de base sur la proposition présentée par l'Australie pour la Réunion ministérielle de Singapour. Les détails de cette proposition figurent dans le document S/C/W/17.

La proposition australienne pour la Réunion ministérielle de Singapour prévoit le lancement en 1997 d'un programme de travail préparatoire pour la prochaine série de négociations multilatérales sur les services. L'Australie est en effet convaincue que la prochaine série globale de négociations, qui doit commencer au plus tard le 1er janvier 2000, devra être précédée d'un examen des conséquences des changements nombreux et rapides qui se produisent dans le secteur des services. Ces travaux seront essentiels si l'on veut maintenir, pour ceux qui participent au commerce international des services, la pertinence des disciplines multilatérales énoncées dans l'AGCS et la valeur des engagements en matière d'accès aux marchés souscrits par les Membres de l'AGCS.

La prochaine série de négociations multilatérales sur les services s'inscrira dans le contexte suivant:

Accroissement du commerce des services

- En 1994, les exportations mondiales de services commerciaux ont augmenté de 8 pour cent. De 1984 à 1994, elles se sont accrues de plus de 10 pour cent par an en moyenne, alors que le chiffre correspondant pour les exportations de marchandises pendant la même période était de 8 pour cent.

Augmentation de l'importance du commerce des services

- La part des services dans le commerce mondial a enregistré une hausse à long terme. En 1994, le commerce des services a représenté plus de 20 pour cent du commerce mondial total, contre 17 pour cent en 1984.

Modification de la composition du commerce des services

- Traditionnellement, les services de voyage et de transport ont constitué la majeure partie des services faisant l'objet d'échanges commerciaux. Toutefois, d'autres services, comme les services de télécommunication, les services financiers, les services professionnels, les services des technologies de l'information et les services fournis aux entreprises, deviennent de plus en plus importants.
- Selon les statistiques du FMI, entre 1988 et 1994, la part des transports dans le commerce des services est tombée de 25,6 à 22,8 pour cent, celle des exportations au titre des voyages a été stable, se situant à un peu plus de 29 pour cent, et celle des autres services est passée de 38,6 à 43,5 pour cent.

Les tendances du commerce des services sont déterminées par un certain nombre d'éléments liés entre eux. Ces éléments sont les suivants:

Cadres des politiques gouvernementales

- De nombreux pays appliquent des politiques visant à libéraliser les obstacles au commerce des services et à déréglementer les marchés nationaux des services. Les mesures prises pour lever les restrictions visant les investissements étrangers, libéraliser les obstacles à l'accès aux marchés, réduire les contrôles sur les mouvements de capitaux et les devises et assurer une livraison efficace des services grâce, par exemple, à la déréglementation des marchés des télécommunications et des transports, ont accru les possibilités qu'ont les fournisseurs étrangers de participer à la concurrence sur les marchés nationaux des services. Le caractère évolutif du commerce des services peut aussi entraîner des changements dans l'éventail des mesures qui affectent ce commerce.

Introduction de nouvelles technologies

- Il est tout à fait reconnu que le développement de nouvelles technologies dans les domaines des télécommunications et des transports a été un élément moteur de l'accroissement de l'intégration mondiale des systèmes de production et de distribution et des marchés au cours de ces dernières années. Ce développement a beaucoup contribué à l'augmentation des échanges commerciaux, tant des biens que des services. L'innovation technologique se poursuit à un rythme très rapide et on peut penser qu'elle déterminera dans une large mesure les services qui feront l'objet d'échanges commerciaux et la façon dont ces échanges se feront à l'avenir. Elle a eu en particulier un effet sur la faisabilité technique des modes de fourniture des services.
- L'Internet, par exemple, entraîne des modifications rapides des paramètres des marchés des services. L'Internet accroît le potentiel d'échanges commerciaux au moyen des réseaux informatiques en offrant un accès à de nouveaux groupes de clients et en développant la gamme de services qui peuvent être offerts. Les marchés créés par l'Internet sont sans frontières, ont dépassé le cadre réglementaire et sont en constante évolution.

Les stratégies des fournisseurs de services

Les fournisseurs de services travaillent de plus en plus au niveau international, ce qui entraîne davantage d'investissements étrangers et d'échanges transfrontières. Les stratégies des sociétés ne sont pas seulement destinées à exploiter les possibilités créées, par exemple, par les modifications des politiques des pouvoirs publics et de la technologie; elles sont également le moteur du changement. On peut penser que cette tendance va se poursuivre à mesure que les fournisseurs de services établiront des réseaux plus larges et deviendront de plus en plus transnationaux.

Ce processus d'intégration mondiale des marchés des services va vraisemblablement se poursuivre avec la même vigueur à l'avenir. Les forces appelant au changement ajoutent constamment à la complexité des négociations futures sur l'accès aux marchés et rendent plus urgente la nécessité d'élaborer des règles multilatérales pertinentes et opportunes. La nouvelle série de négociations multilatérales sur les services devra tenir compte de l'incidence de cette évolution sur:

- la gamme des services faisant l'objet d'échanges commerciaux;
- le champ de nouveaux services;
- les modes de fourniture des services;

- les mesures qui affectent le commerce des services, tant à la frontière qu'au plan intérieur;
- la réglementation du commerce des services.

L'Australie pense que, compte tenu de cette évolution, les négociations de l'an 2000 seront une entreprise complexe et qu'il serait extrêmement utile que les Membres de l'OMC entreprennent un programme de travail pour pouvoir analyser et comprendre les changements qui se produisent dans le secteur des services.

Un élément-clé du programme de travail serait l'échange de renseignements sur l'évolution des secteurs des services des Membres depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC jusqu'à l'an 2000. Cela donnerait une idée générale de la situation actuelle dans tous les secteurs visés par les négociations et un point de départ pour l'évaluation du commerce des services, d'une manière globale et sur une base sectorielle, qu'effectuera le Conseil du commerce des services. Ce processus prendra vraisemblablement du temps et il est donc souhaitable de l'engager rapidement.

Outre l'échange de renseignements, le Conseil du commerce des services devra déterminer les autres renseignements qui seront nécessaires pour procéder à une évaluation complète du commerce des services. En vue de la réunion ministérielle de 1998, il faudra aussi étudier des lignes directrices et des procédures pour les négociations. Le Conseil devra peut-être examiner aussi d'autres facteurs pertinents pour les négociations. Par exemple, l'Australie a suggéré que le Conseil analyse la libéralisation des services prévue dans les arrangements commerciaux régionaux. Ce serait un complément important aux autres travaux analytiques étant donné l'évolution des règles et des possibilités d'accès dans le domaine des services prévues dans ces arrangements.

L'Australie a donc proposé que les Ministres conviennent, à la Conférence ministérielle de Singapour, d'engager un programme de travail à partir de 1997 pour la prochaine série de négociations multilatérales, en s'appuyant sur les paramètres définis à l'article XIX:3. L'Australie suggère que les travaux commencent en 1997 par un échange de renseignements.